

## RASSEMBLEMENT NATIONAL DÉMOCRATIQUE

## Un homme clé nommé Bensalah

**Le Rassemblement national démocratique (RND) tiendra son troisième congrès les 25, 26 et 27 juin prochain à l'hôtel El-Aurassi à Alger. Y prendront part 1 300 congressistes dont 20% de femmes.**

**Kamel Amarni - Alger (Le Soir)** - Ce sont là les décisions entérinées par «la commission nationale chargée de la préparation du 3<sup>e</sup> congrès» du RND qui a tenu sa deuxième réunion jeudi et vendredi derniers à la Mutualité des travailleurs des matériaux de construction à Zéralda. La commission que préside le patron du RND, Ahmed Ouyahia, est composée, pour rappel, de 150 membres.

Le conclave de ce week-end a également fixé les rendez-vous intermédiaires au congrès, à savoir une dernière réunion de la commission

de préparation les 22 et 23 mai prochains, puis avant le 15 juin, les 4 ou 5 pré-congrès régionaux (est, centre, ouest, sud-est, sud-ouest ou alors un seul pour toute la région sud). Ceci pour le volet «technique» du congrès.

Politiquement, ce troisième congrès du deuxième parti d'Algérie, membre de l'alliance présidentielle intervient dans un contexte pour le moins inédit.

A moins d'une année de la prochaine élection présidentielle et les grandes «inconnues» qui l'entourent, c'est quasiment une évidence que d'affirmer que l'issue même du

congrès dépendra de ce que «l'on voudra» en avril 2009. Certes, Ahmed Ouyahia s'est déjà prononcé en faveur de la révision de la Constitution et d'un troisième mandat pour Bouteflika, lui qui avait tout fait pour retarder cette échéance. Mais les pressions de l'homme fort au RND, un certain Abdelkader Bensalah, président du Sénat et très proche de Bouteflika, en ont décidé autrement. Bensalah, qui reste le chef de file et du clan de l'ouest et du courant présidentiel au sein du RND, détient pour ainsi dire les clés du prochain congrès.

Connaissant la méfiance et l'hostilité de Bouteflika à l'égard d'Ouyahia, Bensalah sera-t-il chargé de «redresser» le RND ? «Toutes les hypo-

thèses restent ouvertes», estime un membre influent au parti. Ceci même si l'ambiance générale au parti ne plaide pas encore pour cette hypothèse.

Se sachant particulièrement dans la collimateur, Ouyahia maintient, quant à lui, sa posture de prudence. S'il lance des piques en direction de Belkhadem, l'ex-chef du gouvernement prend le plus grand soin d'épargner Bouteflika. Et de le faire comprendre. Parlant de la situation générale du pays, dans son allocution d'ouverture des travaux de la commission, Ouyahia dira en effet qu'«il y a une amélioration sur tous les plans grâce au programme quinquennal». Il cite des exemples «du logement, la nouvelle grille salariale, la stratégie de l'emploi, la formation des

élus, l'effacement des dettes des APC, l'investissement local, l'application de la loi sur la pratique des religions hors Islam qui est conforme à la constitution et à la convention des droits civiques de l'ONU». Il insiste sur ce point : «L'Algérie n'a pas besoin de leçon sur cette question. Cette polémique (autour de l'évangélisation, ndr) profite seulement à certains milieux qui veulent remettre en cause l'hospitalité ancestrale des Algériens.» En parfaite connaissance de cause, l'ancien chef du gouvernement aborde la question des syndicats autonomes : «Quels que puissent être les motifs, nul n'a le droit de prendre le peuple en otage. Encore moins lorsqu'il s'agit d'élèves ou de malades.»

Ceci avant de passer à son terrain favori depuis sa sortie du gouvernement en mai 2006 : la critique de la politique menée par Abdelaziz Belkhadem : «Les Algériens vivent dans des conditions très difficiles avec notamment la dégradation du pouvoir d'achat.»

Ouyahia propose pour remédier «une thérapie de choc en faveur des chômeurs et des non-salariés car cela se répercutera directement sur le front social», qui ne cesse de gronder, juge-t-il. Cela «en raison de l'insuffisance des décisions prises jusqu'ici». Il continue ses tirs : «La stabilité sociale impose plus de prudence.»

Une phrase assassine qui se passe de tout commentaire.

K. A.

## LOUISA HANOUNE :

## «La Centrale syndicale doit être préservée»

**Louisa Hanoune, porte-parole du Parti des travailleurs, lors d'une rencontre faisant suite à la réunion de la commission nationale des femmes militantes de son parti, a souligné la nécessité de «booster» le rôle de la femme dans l'activité syndicale.**

**F. Zohra B. - Alger (Le Soir)** - Face aux militants du PT, Louisa Hanoune a appelé celles affiliées à l'UGTA de consolider leurs actions au sein de l'Union générale des travailleurs algériens qui, selon le numéro 1 du PT, est une condition essentielle pour l'unité de la nation : «La Centrale syndi-

cale doit être préservée même si nous respectons les actions des syndicats autonomes et défendons les libertés syndicales», a déclaré la porte-parole. Cette dernière reviendra aussi sur les déclarations du ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale.

Concernant la prolongation de l'âge de la retraite, elle déclarera ainsi cette mesure «est ni plus ni moins une décision inacceptable». Elle abordera la question du nouveau plan de l'emploi qui, dira Louisa Hanoune, inclut des contradictions flagrantes comme le concept de flexibilité et la création de deux millions d'emplois sont utopiques. «Il n'est pas logique que l'Etat propose de payer un pourcentage des salaires des employés du secteur privé ou des multinationales alors

que cela n'a pas été fait pour les entreprises publiques. Cela n'arrange pas l'économie nationale. Nous sommes aussi contre le principe de flexibilité dont la première victime sera la femme et cela est d'une extrême gravité», a souligné Louisa Hanoune insistant sur la nécessité de protéger la femme travailleuse. Elle soulignera par ailleurs, le fait que les activités de son parti en direction de la défense des droits de la femme ne sont pas circonstantielles mais qu'elles sont plutôt

continues à l'intérieur et à l'extérieur du parti. La nouvelle réglementation sur le foncier a également fait réagir la porte-parole du PT qui déclarera à ce propos que le gouvernement veut tromper l'opinion publique du fait que le système de concession «est un danger pour l'intégrité nationale». Elle reviendra aussi sur la politique de privatisation qu'elle condamnera encore une fois appelant à la préservation des entreprises nationales et des emplois.

F. Z. B.

## CONSTANTINE

## La fièvre du 8 avril

**A moins d'une semaine du quatrième anniversaire de l'élection de Abdelaziz Bouteflika à la tête de l'Etat, des signes annonciateurs d'une vaste offensive d'éloges et d'encensement à l'égard de son bilan transparaissent.**

Au-delà des relais traditionnels du cercle présidentiel, institutions et personnalités de l'Etat mettront vraisemblablement à profit cette date pour relancer le débat sur «l'urgence» d'une révision constitutionnelle qui permettra au locataire d'El Mouradia de briser un troisième mandat afin qu'il puisse «parachever son ambitieux programme et palier la vacance pressentie au sommet de l'Etat sans l'actuel guide».

Ce 8 avril donnera donc le la à la frénésie latente contenue jusque-là par le silence du premier magistrat du pays qui n'a toujours pas fait part vertement de son intention de se porter candidat à sa propre succession.

L'amendement de la Constitution ne serait, à ce titre, qu'une simple formali-

té qui se passerait volontiers de l'acte référendaire. Il est l'occasion idoine, voire inespérée, pour les relais du palais d'El Mouradia et les carriéristes au sein des institutions de l'Etat d'exceller dans l'art de l'allégeance, justifiant leur démarche par l'apologie «bilantiste» au mépris des lois de la République et du principe fondamental dans toute démocratie : l'alternance au pouvoir. Tout le brouhaha qui entoure la question du troisième mandat depuis plus d'une année n'a toujours pas eu raison du sentiment d'hésitation qui habiterait le premier concerné.

Son état de santé aussi bien que ses échecs élus par l'inventaire officiel et/ou officieux de près d'une décennie de règne ne seraient pas étrangers à

ses atermoiements. Le «ni oui ni non» qu'il avait prodigué, il y a quelques jours à ses intervieweurs de l'agence Reuter, est à ce chapitre révélateur à plus d'un titre. Lui qui s'était lancé avant le rendez-vous du 8 avril 2004, deux années à l'avance, dans une pré-campagne époustouflante, sillonnant le pays d'est en ouest et de nord en sud et arrosant à chacune de ses escales ses hôtes de centaines de milliards. Il est tout de même curieux que la charge que présupposent deux échéances aussi capitales qu'une révision constitutionnelle et une élection présidentielle n'ait toujours pas mis en alerte, du moins ostentatoirement, le cercle restreint de Bouteflika.

A moins que la révélation de l'esquisse de la dernière ligne droite avant le rendez-vous de 2009 ne soit imminente, le suspense qui perdurera le cas échéant n'arrange guère la

gestion des affaires du pays pour cause d'illisibilité politique et ses conséquences sur les plans économique et social.

Aussi, opération concertée ou frénésie isolée d'un panel en manque de certitudes pressé de prêter serment et allégeance à l'étalon gagnant, l'offensive qui se prépare à partir de ce 8 avril apportera, d'une manière ou d'une autre, quelques réponses aux nombreuses interrogations qui pèsent sur les contours flous de la présidentielle de 2009.

Même les commis de l'Etat, présumés technocrates, s'en mêleront. Les dissertations programmées portant sur les bilans et réalisations «ô combien somptueuses» sous l'ère de Bouteflika, par la glorification s'entend, se chevaucheront sans relâche dans les tout prochains jours. L'alibi est ou ne peut plus infaillible pour déchaîner la marrée des appels et

exhortation pressant Bouteflika à se présenter pour un troisième mandat. Une opération qui devait en principe débuter au mois de janvier dernier à l'occasion de la visite du président de la République à Constantine et que la grogne populaire, sans se mêler de politique, avait empêchée.

Antichambre des postes clés au sommet de l'Etat, l'administration constantinoise, autant que ses relais, revient à la charge à la veille de ce 8 avril. Son chef de l'exécutif devait effectuer jeudi dernier un enregistrement portant, selon le communiqué de la cellule de communication de la wilaya, sur «le programme de son excellence le président de la République» en présence de tous les directeurs de l'exécutif et des représentants de la presse nationale. Un enregistrement dont la retransmission sur les ondes était prévue pour le

8 avril mais qu'on préfère, en dernière minute, remplace par une intervention in vivo, le jour même.

L'omission du communiqué de la wilaya, qui ne précisait pas qu'il s'agit d'une conférence de presse dédiée au programme du président de la République pour la wilaya de Constantine, trahissait, en fait, l'opportunité réelle de cette sortie médiatique qui intervient après le précédent du Forum de la télévision, sorti pour la première fois des studios de l'ENTV pour accueillir le wali de Constantine.

Jeudi également, l'Académie de la société civile algérienne (Asca), qui tenait ses assises dans cette même wilaya, annonçait un programme d'activité hallucinant pour une ONG qui a rarement fait la une des journaux, tout en faisant miroiter un soutien sans faille au président Bouteflika. Au suivant...

Kamel Ghimouz